Envoyé en préfecture le 14/02/2024
Reçu en préfecture le 14/02/2024
Publié le 14/02/2024
ID : 085-218500650-20240212-2024_009RAPPORT-BF

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

*Articles L 2312-1 et L 5217 -10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales*

# ANNÉE 2024

CHAVAGNES EN PAILLERS

# SOMMAIRE


I. Préambule

II. Introduction et cadre budgétaire
- Le cadre et les orientations définies par la loi de finances en 2024
- Le bilan d'exécution des budgets communaux depuis 4 ans favorable pour la poursuite des investissements

III. Les orientations pour 2024 et les engagements pluriannuels
- Budget principal
- Budgets annexes

IV. La gestion de la dette
- Budget principal
- Budgets annexes

# I. Préambule

**Le contenu du débat d'orientation budgétaire**

En application de l'article L. 2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales, le débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les communes de plus de 3 500 habitants doit faire l'objet d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal dont il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

L'article D2312-3 du Code général des Collectivités Territoriales résultant du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 en précise le contenu, les modalités de publication et de transmission du rapport sur lequel s'appuie le débat d'orientations budgétaires.

Ainsi, ce rapport doit comporter :

- les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.
- la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement.
- des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations susvisées devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapport le projet de budget. Le rapport d'orientation budgétaire a pour objet de rendre compte des grandes lignes budgétaire, et ainsi donner une visibilité au projet municipal dans son ensemble.

**Les règles de communication**

Le rapport sur les orientations budgétaires doit être transmis au Préfet et au Président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public de la commune, dans les 15 jours suivants la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires.

# II. Introduction et cadre budgétaire

## ▪ Le cadre et les orientations définies par la loi de finances en 2024

### • La loi de finances 2024

Le projet de loi de finances pour 2024 poursuit les objectifs de lutte contre l'inflation, de baisse du déficit public, de soutien aux investissements en faveur de la transition énergétique. Il s'inscrit dans un environnement économique complexe marqué par la hausse des taux d'intérêts et des incertitudes géopolitiques majeurs. Le gouvernement s'appuie sur **des prévisions de croissance de 1% en 2023 et de 1,4% en 2024**, ainsi que sur une inflation de 4,8% en 2023 et de 2,6% en 2024. Après avoir été en deçà du seuil des 3 % du PIB depuis 2017, le solde public connaît une forte dégradation en 2020 avec -9,1% du PIB et -6,5% en 2021, sous l'effet de l'intervention publique massive pour limiter les effets de la crise « le quoi qu'il en coûte » avec 130 milliards de mesures d'urgence.
En 2022 le solde public atteint 4,8% et 4,9% en 2023, il baisserait à 4,4% en 2024. Le déficit budgétaire de l'État se réduirait de -27,6 milliards d'euros en 2024, pour atteindre 144,5 milliards sous le double effet de l'effort en dépenses et de recettes dynamiques. Le poids de la dette publique serait comparable entre 2023 et 2024 à 109,7% du PIB en 2024.

### • La revalorisation des bases en 2024

La revalorisation a été de 0,20% en 2021, de 3,40% en 2022 et de 7,10% en 2023. **La revalorisation des bases en 2024 ne sera pas plafonnée et tiendra compte de la variation à 100% de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) comme en 2023.**
Pour 2024, l'IPCH sur la période de novembre 2022 à novembre 2023 atteint selon les données de l'INSEE **3,9%**.

### • Le renfort des dotations de péréquation en 2024

Le montant de la DGF était gelé depuis 2018 à 26,8 milliards €. **Les dotations de péréquation des communes seront en progression en 2024 de +380 M€.** Ces progressions seront financées par l'Etat et non en interne par les écrêtements effectués sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

- ## La révision des critères de répartition des dotations

La suppression de la taxe d'habitation en 2021 ainsi que la réforme des valeurs locatives des établissements industriels modifient les ressources en 2021 des communes et EPCI et donc les critères utilisés pour la répartition des dotations et fonds de péréquation en 2022. La loi de finances pour 2021 a prévu un dispositif de neutralisation de ces effets qui entré en vigueur en 2022 mais avec une neutralisation à 100%.

Les indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier, potentiel financier agrégé du territoire, effort fiscal) de chaque commune ou ensemble intercommunal seront « majorés ou minorés d'une fraction de correction visant à égaliser les variations de ces indicateurs ».

Le texte prévoit une suppression progressive de ces ajustements avec un coefficient de 90% applicable à partir de 2023 sur la correction de 2022, et à partir de 2024 le coefficient est égale à 80%, puis il diminue de 20 points par an sur les 4 exercices suivants.

## ▪ Le bilan d'exécution des budgets communaux depuis 4 ans favorable pour la poursuite des investissements

Avec l'inflation et la hausse des coûts de l'énergie, et en prenant en compte la mise en place de nouveaux contrats de prestations de service, notamment pour l'entretien des voiries (débroussaillage), les dépenses de fonctionnement connaissent une progression qui reste contenue depuis 4 ans, notamment concernant les charges courantes. En 2023, une progression des dépenses réelles de 13 % est constatée, marquée par la hausse des taux d'intérêt de la dette en forte hausse d'une part et une progression des charges à caractère général (+ 109 K€ avec l'augmentation des coûts de l'énergie, l'externalisation du débroussaillage, la revalorisation du marché de la restauration scolaire ou la prise en charge d'animations), de gestion courante (+35 K€, avec une hausse du soutien apporté à l'association Les P'tits Loups notamment) et des charges de personnel (+35 K€, liée notamment à des remplacement de personnel et la revalorisation du régime indemnitaire).

| | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | EVOLUTION 2023 / 2022 | | EVOLUTION 2023 / 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | en valeur | en % | en valeur | moy.annuelle en % |
| TOTAL DEPENSES REELLES | 1 467 | 1 516 | 1 651 | 1 866 | 215 | 13,0% | 399 | 8,4% |
| *DEPENSES REELLES sauf INTERETS* | 1 407 | 1 462 | 1 595 | 1 779 | 185 | 11,6% | 373 | 8,2% |

| (*) Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2023 | |
|---|---|
| 011 - Charges à caractère général | 36,4% |
| 012 - Personnel | 38,7% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 20,0% |
| 014 - Atténuations de produits | 0,1% |
| 66 - Charges financières | 4,6% |
| 67 - Charges spécifiques | 0,0% |
| **Total** | **100,0%** |

(*) déterminé en fonction des dépenses réelles hors retaitement

| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| CHAVAGNES-EN-PAILLERS | 443 | 606 | 503 | 592 |
| France [3500-5000 hab.] | 900 | 929 | 996 | n.d. |

*Données ministère des finances*

| FRAIS DE PERSONNEL / DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| CHAVAGNES-EN-PAILLERS | 38,8% | 39,7% | 41,0% | 38,2% |
| France [3500-5000 hab.] | 54,8% | 54,4% | 54,1% | n.d. |

*Données ministère des finances*

Dans le même temps, les recettes ont poursuivi leur forte dynamique de progression, pour un montant supérieur à celui de la hausse des dépenses. Cette hausse des recettes provient de l'augmentation des dotations de péréquation bourg centre et DSR cible, de l'accroissement des droits de mutation ou encore de l'évolution marquée des bases fiscales, notamment en 2023. A cela s'ajoute, à compter de 2023 du versement de la nouvelle Dotation de Solidarité Communautaire par la Communauté de Communes (+66 K€).
Cela permet à la commune de dégager une capacité d'autofinancement nette qui se maintient à plus d'1,2 million d'euros, facilitant le financement des investissements de la commune.

| | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | EVOLUTON 2023 / 2022 | | EVOLUTON 2023 / 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | en valeur | en % | en valeur | moy.annuelle en % |
| TOTAL RECETTES REELLES | 2 669 | 3 291 | 2 950 | 3 314 | 364 | 12,3% | 645 | 7,5% |
| TOTAL RECETTES REELLES hors produits des cessions d'immob. & excédent des b. a. | 2 654 | 2 755 | 2 889 | 3 222 | 333 | 11,5% | 568 | 6,7% |

| (*) Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2023 | |
|---|---|
| 70 - Produits des services | 9,8% |
| **73 - Impôts et taxes (sauf 731)** | **15,7%** |
| **731 - Fiscalité locale (731)** | **31,5%** |
| **74 - Dotations et participations** | **38,2%** |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 3,3% |
| 013 - Atténuations de charges | 0,6% |
| 76 - Produits financiers | 0,0% |
| 77 - Produits spécifiques | 1,0% |
| **Total** | **100,0%** |

(*) déterminé en fonction des recettes réelles hors retraitement

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| CHAVAGNES-EN-PAILLERS | 747 | 919 | 807 | 924 |
| France [3500-5000 hab.] | 1 043 | 1 075 | 1 137 | n.d. |

*Données ministère des finances*

| FISCALITÉ Chap. 73111 / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| CHAVAGNES-EN-PAILLERS | 37,2% | 31,3% | 33,4% | 31,5% |
| France [3500-5000 hab.] | 45,8% | 43,9% | 43,4% | n.d. |

*Données ministère des finances*

| DOTATIONS D'ETAT / RECETTES DE FONCTIONNEMENT (réelles à partir de 2018) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| CHAVAGNES-EN-PAILLERS | 32,6% | 32,0% | 31,8% | 29,1% |
| France [3500-5000 hab.] | 14,6% | 14,3% | 13,6% | n.d. |

*Données ministère des finances*

Sur 4 ans, notamment grâce à cet autofinancement élevé, la réalisation d'investissement structurant pour la commune a été possible, dont les travaux de l'église et d'aménagement du centre-bourg. Le montant total des investissements s'élève ainsi à 9,4 millions d'euros entre 2020 et 2023, pour un montant d'emprunt limité à 1 million d'euros.

| en milliers d'euros | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|---|---|---|---|---|
| TOTAL A FINANCER (1) (sauf capital des emprunts) | 1 789 | 2 406 | 2 686 | 2 521 |
| - Autofinancement net | 1 035 | 1 610 | 1 095 | 1 243 |
| - Subventions et participations | 368 | 174 | 341 | 660 |
| - FCTVA | 270 | 194 | 262 | 394 |
| - Recettes diverses | 0,4 | 0,8 | 0 | 1 |
| - Taxe d'aménagement | 37 | 19 | 53 | 53 |
| - Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 135 |
| - Emprunt | 0 | 0 | 1 000 | 0 |
| TOTAL RECETTES (2) | 1 711 | 1 998 | 2 751 | 2 485 |
| VARIATION DU FDS. DE ROUL (2) - (1) | -78 | -409 | 65 | -36 |
| Fonds de roulement de clôture | 1 378 | 969 | 1 034 | 998 |

La commune a réalisé un programme d' investissement de **9 402 K€** entre 2020 et 2023.

**Les ressources sur la période se caractérisent par :**

- la perception de subventions pour 1 542 K€,
- de FCTVA pour un montant total de 1 119 K€,
- le recours à l'emprunt pour 1 000 K€,
- 4 984 K€ d' autofinancement.

Le fonds de roulement diminue de 36 K€ en 2023 et représente un montant de **998 K€**.

| VENTILATION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | moyenne 2020-2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| AUTOFINANCEMENT NET | 60,5% | 80,6% | 39,8% | 50,0% | **55,7%** |
| EMPRUNT | 0,0% | 0,0% | 36,4% | 0,0% | **11,2%** |
| SUBVENTIONS | 21,5% | 8,7% | 12,4% | 26,5% | **17,2%** |
| FCTVA | 15,8% | 9,7% | 9,5% | 15,8% | **12,5%** |

# III. Les orientations pour 2024 et les engagements pluriannuels

## Budget principal

### Des dépenses de fonctionnement confortées pour répondre au développement de la commune

| en milliers d'euros | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 680 | 767 | 762 | 777 | 793 | 2024 : données du budget avec un impact voirie puis +2% / an |
| Charges de personnel | 723 | 793 | 821 | 849 | 879 | 2024 : données commune puis +3,5% / an à partir de 2025 |
| Autres charges de gestion | 374 | 388 | 402 | 403 | 404 | |
| indemnités et divers | 106 | 108 | 109 | 110 | 111 | évolution de +1%/an à partir de 2025 |
| organismes de regroupement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| créances en non valeurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| autres dépenses obligatoires | 1,5 | 3,5 | 3,6 | 3,6 | 3,7 | participations écoles communes extérieures |
| CCAS | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 7,0 | 7,0 | stabilité à partir de 2024 |
| subvention SALLE EMERAUDE | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | travaux budget location de salle en section d'investissement |
| subvention promotion commune | 0,0 | 5,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | stabilité |
| subventions écoles privées | 169 | 170 | 170 | 170 | 170 | stabilité- contrat école privée |
| subventions associations | 67 | 69 | 77 | 77 | 77 | stabilité - associations |
| Opération Argent de poche | 2,3 | 4,0 | 4,0 | 4,0 | 4,0 | stabilité |
| divers | 0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | |
| Autres charges financières / ligne de trésorerie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Atténuations de produits | 2,2 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | dégrèvement jeunes agriculteurs |
| FPIC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Charges spécifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |

| Total dépenses réelles hors charges financières | 1 779 | 1 951 | 1 987 | 2 032 | 2 079 |
|---|---|---|---|---|---|
| évolution n/n-1 en % | 11,6% | 9,6% | 1,9% | 2,3% | 2,3% |
| en € | 185 | 171 | 37 | 45 | 46 |

Les **charges à caractère général** sont en **hausse de 12,8% en 2024 par rapport 2023**. Cette hausse significative en 2024 est principalement due à :

- **la poursuite de l'augmentation des prix de fourniture d'électricité et de gaz** pour les bâtiments communaux,
- la prise en charge de prestations de services **pour la voirie** sur une année entière (*débroussaillage et balayage*),
- **des travaux exceptionnels** sur les bâtiments *(désamiantage du Local Aviron dans le cadre du sinistre et l'entretien des chenaux de l'Eglise)*
- **des manifestations exceptionnelles** *(Floralies, feu d'artifice de la fête d'la brioche)*,
- la hausse des dépenses concernant la **restauration scolaire**,
- de nouvelles dépenses dans le cadre d'**animations** *(quinzaine du harcèlement, rentrée culturelle…)*

Concernant les **charges de personnel**, la prévision prend en compte une **progression en 2024 d'environ 10 %** par rapport aux dépenses réalisées 2023.

*Cette progression intègre la revalorisation de 5 points des indices de rémunération au 1er janvier, le remplacement d'un agent en congé maladie, la régularisation de la situation d'un agent en longue maladie, la prise en compte d'un renfort d'effectif pour les services administratifs et une prévision pour d'éventuels besoins en renfort saisonnier pour les services. De façon exceptionnelle cette année, la prévision intègre également la* ***rémunération des agents recenseurs*** *(+13 500 €).*

Les **autres charges de gestion courante** (participations, subventions et indemnités versées aux élus) sont en hausse de 3,5% avec notamment la prise en compte d'une subvention exceptionnelle pour la promotion de la commune *(organisation de la fête de l'agriculture)*.

La recherche de nouvelles économies se poursuivra sur les années à venir pour contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement malgré un niveau très bas de dépenses au regard des communes de strate équivalente (592 € par habitant en 2023 contre 996 € en moyenne au niveau national pour les communes de 3 500 à 5 000 habitants).

- # Les recettes de fonctionnement

| en milliers d'euros | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits des services | 325 | 322 | 322 | 322 | 322 | 2023 : effet mise à disposition de personnel |
| FISCALITE REVERSEE | 520 | 485 | 485 | 485 | 485 | |
| Attribution de compensation | 188 | 188 | 188 | 188 | 188 | régularisations en 2023 |
| Dotation de solidarité | 66 | 66 | 66 | 66 | 66 | effet pacte financier à partir de 2023 |
| FPIC | 94 | 94 | 94 | 94 | 94 | effet pacte financier à partir de 2023 |
| autres impôts et taxes | 0 | | | | | |
| Droits de mutation | 171 | 137 | 137 | 137 | 137 | 2024 : baisse de -20% |
| FISCALITE LOCALE | 1 043 | 1 083 | 1 127 | 1 160 | 1 215 | |
| Produit de la fiscalité directe | 1 013 | 1 056 | 1 100 | 1 132 | 1 185 | 2 taxes foncières après le coefficient correcteur |
| Rôles supplémentaires | -1 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré après 2023 |
| TH résidences secondaires | 29 | 26 | 26 | 27 | 28 | simulation TH des résidences secondaires avec un pouvoir de taux en 2023 |
| Droits de place | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | stabilité |
| DOTATIONS ET COMPENSATIONS | 1 265 | 1 290 | 1 317 | 1 348 | 1 379 | |
| DGF (FORFAITAIRE) | 375 | 375 | 377 | 378 | 380 | 2024 : baisse de la population de 0,1% et absence d'écrêtement |
| DSR | 517 | 547 | 574 | 603 | 633 | 2024 simulation enveloppe nationale - rang cible 2023 : 6521 / 10000 |
| DNP | 68 | 69 | 69 | 62 | 56 | 2024 : variation à surveiller avec les nouveaux indicateurs |
| Compensation FB | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | stabilité |
| Compensation FNB | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | stabilité |
| Nouvelle compensation FB entrep industrielles | 237 | 247 | 254 | 261 | 266 | effet Loi de finances 2021 qui entraine une réduction de moitié des bases des entre ind. |
| Autres dotations | 20 | 7 | 0 | 0 | 0 | selon données de la commune |
| Autres organismes | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | supplément familiale |
| Subventions département | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | entretien des rives de la Maine |
| Subventions communes | 22 | 17 | 15 | 15 | 15 | commune extérieures écoles |
| FCTVA | 7 | 10 | 10 | 10 | 10 | stabilisé |
| Divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Revenus des immeubles | 29 | 30 | 30 | 30 | 30 | 2024 : nouveaux loyers |
| Revenus "îlot du relais" | 14 | 17 | 17 | 17 | 17 | selon données de la commune |
| Excédent budget annexes | 61 | 0 | 0 | 0 | 0 | les Muriers |
| Produits divers de gestion courante | 6 | 410 | 0 | 0 | 0 | vente de bois et sinistre |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non déterminé |
| Produits de cessions | 31 | 498 | 100 | 0 | 0 | dents creuses (100 K€) en 2024. et 2025 / terrains Figuiers (383 K€) et tracteur (15 K€) en 2024 |
| Travaux en régie | 34 | 30 | 30 | 30 | 30 | stabilité |
| Autres produits spécifiques | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | selon données de la commune |
| indemnités de sinistres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | selon données de la commune |
| Remboursement sur frais de personnel | 19 | 32 | 5 | 5 | 5 | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Total recettes réelles | 3 348 | 4 197 | 3 434 | 3 397 | 3 482 |
| évolution n/n-1 en % | 12,8% | 25,4% | -18,2% | -1,1% | 2,5% |
| en € | 379 | 849 | - 763 | - 37 | 86 |
| recettes réelles hors cessions et exceptionnelles | 3 256 | 3 289 | 3 334 | 3 397 | 3 482 |
| évolution n/n-1 en€ | 348 | 33 | 45 | 63 | 86 |

Au regard de la projection financière présentée ci-dessus, les recettes de fonctionnement (hors produits de cessions) poursuivent une progression à un rythme plus lent que les années précédentes.

Ceci résulte de plusieurs facteurs :

- les **produits des services** (restauration scolaire, mise à disposition de personnel) **se stabilisent** ;
- **les revenus des immeubles** sont attendus à un niveau équivalent à 2023. La prévision intègre les loyers des locaux actuellement loués (bureaux et logement ancienne poste, îlot du relais, logements au 122 rue de Gaulle).
- la **fiscalité reste maîtrisée et adaptée au potentiel fiscal des foyers** avec une revalorisation des bases avec un indice IPCH *(Indice des Prix à la Consommation Harmonisé)* à 3,9% pour 2024 ;
- le maintien au même niveau du dispositif de solidarité en fonctionnement grâce **au pacte financier et fiscal de la communauté de communes** avec une garantie de maintien du niveau du FPIC sur la période 2023-2027 et le versement de la Dotation de Solidarité Communautaire ;
- des **dotations de l'État en hausse modérée**, avec la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) qui stagnent, mais cependant **atténuées en partie par les dotations de péréquation en augmentation** (DSR Cible).

**Des recettes exceptionnelles** sont intégrées dans la prévision avec la cession au budget annexe du lotissement des Figuiers des terrains de la 2ème tranche (383 K€) et une partie des dents creuses (100 K€). Le remboursement de l'assurance concernant le sinistre du Local Pétanque est aussi inclus (désamiantage et réhabilitation pour 410 K€, soit un montant équivalent à celui des dépenses prévisionnelles).

- # Le programme d'investissement 2024-2027

| INVESTISSEMENTS | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|
| Restes à réaliser | 854 | | | |
| **Programme récurrents** | **792** | **792** | **605** | **555** |
| Travaux de voirie (Programme annuel + révisions) | 230 | 200 | 200 | 200 |
| Acquisition terrains/bâtiments | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Enfouissement et éclairage public | 100 | 200 | 150 | 150 |
| Autres études | 25 | 25 | 25 | 25 |
| Bâtiments communaux | 30 | 30 | 30 | 30 |
| Services techniques (Véhicule et Matériels) | 173 | 10 | 10 | 10 |
| Mairie (Informatique et mobilier) | 8 | 5 | 5 | 5 |
| Enfance Jeunesse (Ecole Jules Verne, Restaurant scolaire, CME) | 88 | 20 | 20 | 20 |
| Culture : Bibliothèque et Espace Molière | 34 | 5 | 5 | 5 |
| Communication - Animation | | | | |
| Affaires Sociales (Cimetière) | 5 | | | |
| Aménagements paysagers et boisements | | 10 | 10 | 10 |
| Avance remboursable - Lotissement | | | | |
| **Nouveaux programmes** | **1607** | **2635** | **1580** | **1360** |
| **Sports** *(Travaux et matériels)* | 32 | 50 | 50 | 50 |
| **Réhabilitation ancienne salle de sports + abords** | 30 | 600 | | |
| ***Aménagement de la zone de loisirs RAR*** | 15 | | | |
| **Réhabilitation Aviron** | 390 | | | |
| ***Aménagement rue Jean de Suzannet*** | 460 | | | |
| **Aménagement rue Jacques Bousseau / Place des Martyrs** | 30 | 350 | 350 | |
| **Aménagement rue de Pompe en Bois / Impasse des Bruyères** | | | | 200 |
| **Aménagement villages - Traversées RD et cheminements doux** | | 150 | 150 | 150 |
| **Pôle Enfance Jeunesse (AP/CP)** | 400 | 1200 | 800 | |
| **Aménagement Pré de l'âne** | 250 | | | |
| **Aménagement du Pôle Culturel** | | 10 | 30 | 200 |
| **Agrandissement cimetière** | | | | 150 |
| **Eglise - Peintures intérieures** | | | | 200 |
| **Ilot CEPPE / EPF** | | 275 | 200 | 410 |
| **Travaux en régie** | 30 | 30 | 30 | 30 |
| **Dépenses d'investissement** | **3 283** | **3 457** | **2 215** | **1 945** |

**+ le test d'un remboursement de capital de 300 K€ en 2024**

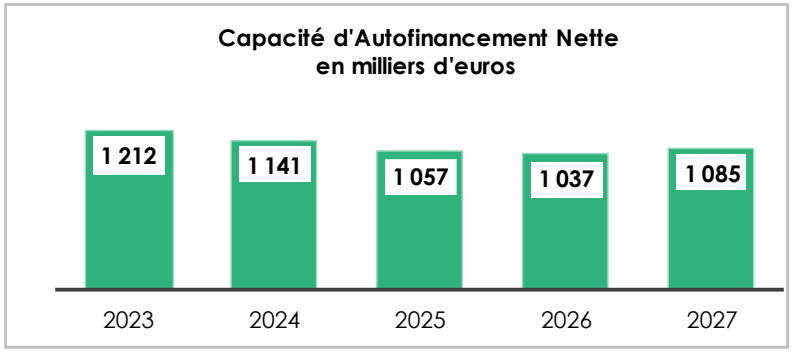
- ## Financement du budget
    - ### Scénario étudié avec une pression fiscale stable sur toute la période, intégration des subventions liées aux investissements futurs et remboursement d'une part du capital d'un prêt en cours

Ce scénario simule une pression fiscale stable et intègre les subventions potentielles relatives aux différents programmes d'investissement pour plus de 1,2 million d'€ sur la période 2024-2027. Des subventions concernant notamment l'acquisition de véhicules électriques (Feader et l'Etat avec la DETR), la réhabilitation de la salle de sports (Département de la Vendée) et la construction d'un Pôle Enfance-Jeunesse (Région des Pays de la Loire, Département de la Vendée, CAF et l'Etat avec la DETR). Le fonds de concours de la Communauté de Communes de la période 2023-2026 dans le cadre du pacte fiscal et financier est lui aussi intégré pour un montant total de 476 K€.

La capacité d'autofinancement nette de la commune diminue sensiblement sur la période sous l'effet du remboursement de capital de 300 K€ prévu en 2024 pour atténuer l'impact des charges financières mais représente malgré tout un très bon niveau bien supérieur aux communes de même taille en 2027.

Le maintien d'un niveau d'autofinancement très significatif en 2027 de 1 085 000 € permet d'envisager l'exécution d'un programme d'investissement dynamique sur la période (près de 11 millions d'€) en limitant le recours à l'emprunt à hauteur de 900 000 €.

| INVESTISSEMENTS | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| Opérations diverses | 2 470 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Restes à réaliser | | 854 | | | |
| Programme récurrents | | 792 | 792 | 605 | 555 |
| Nouveaux programmes | | 1607 | 2635 | 1580 | 1360 |
| Divers | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| travaux en régie | 34 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| dépôts et cautionnement | 0 | | | | |
| Dépenses d'investissement | 2 521 | 3 283 | 3 457 | 2 215 | 1 945 |
| Subventions diverses | 660 | 91 | 582 | 440 | 100 |
| Emprunt bloqué | | | | | |
| Restes à réaliser | | 518 | | | |
| Fonds de concours | | 260 | 213 | 0 | 0 |
| TLE-taxe d'aménagement | 53 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| FCTVA estimé [n-1] 95% | 394 | 365 | 497 | 509 | 313 |
| divers & avance remboursable | 136 | 0 | 0 | 200 | 200 |
| Recettes d'investissement | 1 242 | 1 274 | 1 332 | 1 189 | 653 |
| Reste à financer | 1 279 | 2 009 | 2 125 | 1 026 | 1 292 |
| | | | | | |
| Capacité d'Autofinancement nette | 1 243 | 1 639 | 1 157 | 1 037 | 1 085 |
| Emprunt d'équilibre | 36 | 370 | 968 | -11 | 207 |
| Emprunt réalisé | 0 | 0 | 700 | 0 | 200 |
| | | 500 | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 998 | 628 | 360 | 371 | 364 |



## • La situation des autorisations de programme et crédits de paiements

Une autorisation de programme correspond à une dépense à caractère pluriannuel. Elle permet à la commune de ne pas faire supporter à un seul budget l'intégralité de la dépense d'investissement mais de la répartir sur plusieurs exercices grâce aux crédits de paiements. Le budget primitif 2023 comportait quatre AP-CP dont deux clôturées en fin d'année.

| Intitulé de l'AP | Montant de l'AP | Crédits de paiements 2023 | Mandatés sur 2023 | Crédits de paiements 2024 |
|---|---|---|---|---|
| Travaux d'aménagement du centre bourg AP2018-01 | 1 992 748,57 € | 390 000 € | 307 602,46€ | 0 € |
| Rénovation de l'église AP2019-01 | 2 648 902,06 € | 530 000 € | 332 767,15 € | 0 € |
| Aménagement de la rue Jean de Suzannet AP2023-01 | 700 000 € | 200 000 € | 9 298,32 € | 500 000 € |
| Construction d'un pôle Enfance-Jeunesse AP2023-02 | 1 225 000 € | 25 000 € | 20 629,91 € | 400 000 € |

## Budgets annexes

### Budget annexe « Locations Diverses » (Salle Emeraude)

La subvention du budget général est maintenue à son niveau habituel soit 20 000 € pour financer le remboursement de l'emprunt.
Les charges de fonctionnement de la salle Émeraude sont en hausses du fait de l'augmentation significative des prix de fourniture d'électricité et d'entretien de la salle (plomberie, électricité…). Les recettes liées à la location sont quant à elles attendues au même niveau qu'en 2023.

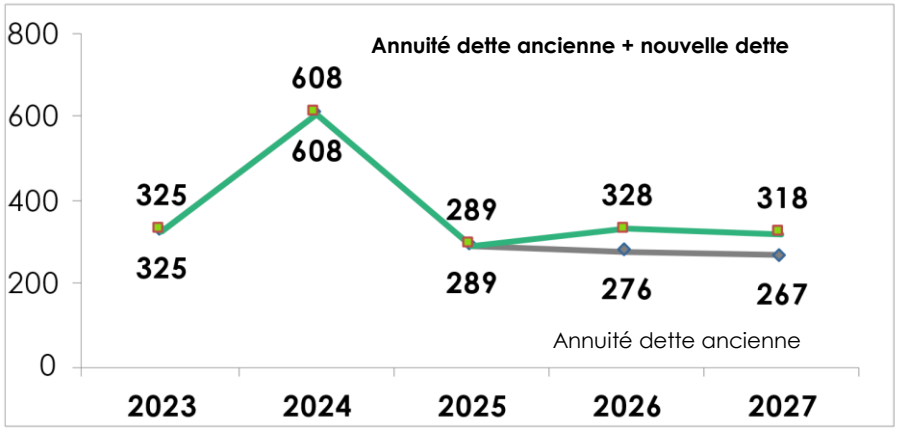
### Budget annexe « Lotissement Les Figuiers »

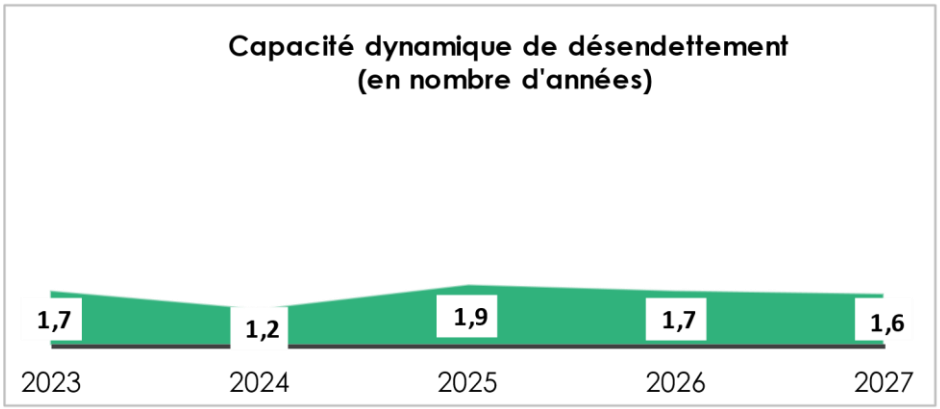
Le budget va prévoir le solde des travaux d'aménagement de la phase 1, les finitions de l'aménagement paysager (maisonnette en pierre du bassin d'orage) et la vente des 2 lots restants dans la tranche 1.
Concernant la tranche 2, ce budget va prévoir l'intégration des terrains et les travaux d'aménagement (voirie et réseaux) dans son intégralité.
L'emprunt à court terme d'1 million d'€ sera remboursé, au plus tard en décembre 2024.

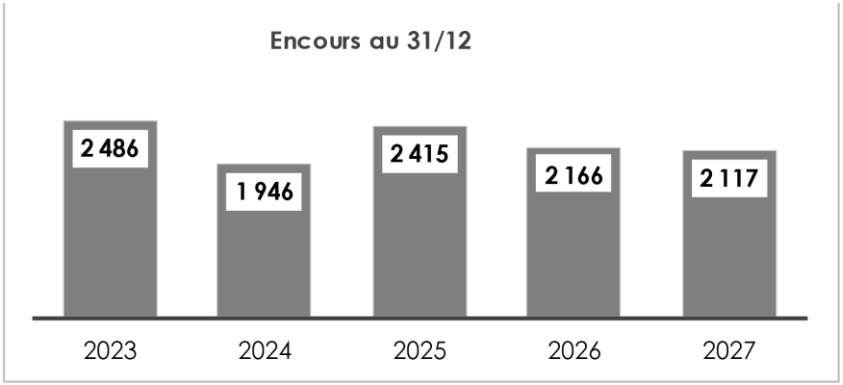
# IV. La gestion de la dette

## ▪ Budget principal

11 prêts sont actuellement en cours sur le budget de la commune (dix à taux fixe). Ils sont tous classés en catégorie A1 (indice Gissler « niveau plancher » c'est-à-dire peu risqué).
Un remboursement anticipé du capital du prêt variable pour un montant de 300 000 € est envisagé cette année afin de limiter l'impact des charges financières.
Au vu du programme d'investissement important pour les 4 années à venir, un emprunt pour un montant total de 900 000 € est simulé sur la période, avec une mise en œuvre programmée plutôt pour 2025. La capacité dynamique de désendettement reste très peu élevée, entre 1,2 et 1,9 années.



## ▪ Budgets annexes

La dette des budgets annexes est composée d'un prêt classé A1, à taux variable au budget locations diverses et un emprunt à court terme classé A1 pour le financement des travaux du budget annexe « Lotissement Les Figuiers » à taux fixe.

### • Budget annexe « Locations Diverses » (salle Emeraude)

1 prêt à taux variable :

Capital restant dû au 1er janvier 2024 de 80 000,09 €
Annuité de la dette de 13 333,32 € en capital fixe
Intérêts de 4 123,15 € en 2023 (variation possible des intérêts selon évolution du taux variable euribor 3 mois).

### • Budget annexe « Lotissement Les Figuiers »

1 prêt à taux fixe à court terme, pour le financement des travaux :

Capital remboursé in fine de 1 000 000 € (*son remboursement interviendra au plus tard en décembre 2024)*
Intérêts annuels : 2 900 €